

LE POINT SUR LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION

École : quel diagnostic ?

La réforme du système éducatif est à l'examen après douze années de mise en œuvre et la sortie de la première promotion d'élèves cette année. L'ensemble des acteurs du système éducatif sont en conclave de deux jours, depuis hier, pour faire le diagnostic de la réforme de l'école. Des recommandations et des propositions sont attendues de ce rendez-vous pour compléter et assurer la mise en œuvre des premières mesures de la réforme de 2003 en attente d'application.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La réforme du système éducatif est passée au peigne fin. Enseignants, pédagogues, enseignants chercheurs, experts nationaux et internationaux, associations de parents d'élèves et syndicats sont réunis depuis hier au Palais des nations à Alger pour faire le diagnostic de la mise en œuvre de la réforme de l'éducation.

Cette halte a été décidée par le ministère de l'Education nationale à l'occasion de la sortie, cette année, de la première promotion des élèves de la réforme. Les universités accueilleront à partir de la rentrée prochaine les premiers bacheliers issus de la réforme de 2003. «Aujourd'hui, nous avons atteint un degré de maturité qui nous permettrait de faire ce bilan et d'ouvrir un large débat», a déclaré hier la ministre de l'Education nationale à l'ouverture des travaux de la conférence nationale sur l'évaluation de la mise œuvre de la réforme. Selon Nouria Benghebrit qui dit que son département a une vision du secteur qui se projette jusqu'à 2030, la deuxième promotion des élèves issue de la réforme va sortir en 2027.

Il est donc, dit-elle, important d'organiser cette conférence pour faire des recommandations après l'évaluation du cycle obligatoire en 2014 et du cycle secondaire et technologique en 2015 dans le but d'améliorer le système éducatif.

Benghebrit a rappelé que le nombre d'élèves qui fréquente l'école est de plus



Photo : Newpress.

Objectif de Benghebrit, la stabilité du secteur.

de huit millions et le nombre des enseignants, quant à lui, est de 450 000 répartis sur 500 000 établissements scolaires.

Les cantines scolaires, dit-elle, ont atteint une couverture de 100% au sud et de 87% au nord du pays aujourd'hui alors

qu'elle était de seulement 12% en 2000. La prime de scolarité est attribuée à environ 3 millions d'élèves annuellement et environ 4 millions d'élèves bénéficient de la gratuité des livres scolaires. Malgré tous ces acquis, estime la ministre, l'école souffre encore de plusieurs fléaux.

La violence en milieu scolaire et la déperdition sont entre autres deux phénomènes auxquels Benghebrit veut s'attaquer en appelant les experts à formuler des propositions pour un plan de travail.

L'intérêt, dit-elle, doit se porter surtout en direction du cycle primaire qui constitue 72% du parc des structures scolaires, l'orientation scientifique et technologique, la place des langues dans le cursus scolaire, la numérisation des ressources pédagogiques, ainsi que la formation des personnels de l'évaluation du système et les indicateurs du rendement.

La ministre de l'Education nationale tient aussi à ramener la stabilité au secteur en proposant aux syndicats une charte d'éthique.

S. A.

SELLAL :

«Nous n'allons pas sortir tous les dix ans avec une nouvelle réforme»

Le but de la conférence nationale sur l'évaluation de la mise en œuvre de la réforme scolaire n'est pas de sortir avec une nouvelle réforme, selon Abdelmalek Sellal.

Le Premier ministre qui a ouvert hier les travaux de cette conférence a précisé qu'il s'agit de faire une évaluation objective pour améliorer les résultats de la réforme mise en œuvre en 2003. «Nous n'allons pas sortir tous les dix ans avec une nouvelle réforme» a-t-il souligné.

45 milliards de dollars dégagés pour le secteur entre 2010 et 2014

Selon Abdelmalek Sellal le gouvernement a dégagé un budget de 45 milliards de dollars pour le secteur de l'éducation entre la période allant de 2010 à 2014.

L'Etat algérien, souligne-t-il, va poursuivre les efforts en faveur du secteur, et ce, malgré un recul de 47,1% des recettes algériennes des hydrocarbures.

Les cours particuliers sous l'œil du gouvernement

Le Premier ministre qualifie d'une école parallèle et informelle les cours particuliers, tels organisés actuellement. Il n'est plus tolérable, dit-il, que la situation reste comme telle où des cours se déroulent dans des garages. «Nous ne sommes pas contre les cours particuliers mais ces derniers doivent se dérouler dans un cadre organisé. Nous allons réorganiser complètement ce secteur», a-t-il indiqué.

Revoir le déroulement des examens

La méthode dont se déroulent actuellement les examens de fin de cycle ne semble pas plaire à Abdelmalek Sellal. «Passer son

baccalauréat en cinq jours c'est beaucoup. A notre époque, cela se passait en deux jours et demi entre l'écrit et l'oral, une méthode qui ne laisse pas de place pour le copiage», s'est-il exclamé.

Le Premier ministre, qui appelle à apprendre à l'élève à lire et à écrire sans le noyer dans la théorie et à atteindre un taux de 15% de scolarisation en

mathématiques, a appelé les pédagogues à présenter des pistes en mesure de revoir la méthode de déroulement des examens.

Bac professionnel, une réflexion à l'étude

Le gouvernement est en train de réfléchir pour la réinstauration du bac professionnel, a indiqué le Premier ministre. «C'est à vous de nous dire pourquoi revenir au bac professionnel, nous sommes

ouverts à toutes les propositions et nous sommes prédisposés à les appliquer», a-t-il dit en direction des pédagogues.

Les grèves illimitées, inacceptables

Le Premier ministre a usé d'un ton ferme envers les enseignants et les syndicats du secteur. La notion de grève illimitée, dit-il, n'existe qu'en Algérie. Une démarche «intolérable et inacceptable», avertit Sellal.

S. A.

SURCHARGE DANS LES UNIVERSITÉS

Hadjar rassure

Le ministre de l'Enseignement supérieur révisé ses pronostics en matière de surcharge des universités. Son secteur, dit-il, est en mesure d'absorber le nombre important de nouveaux bacheliers. Chacun d'entre eux est assuré d'avoir un siège pédagogique et un encadrement adéquat.

Nawal Imés - Alger (Le Soir) - Pour faire face au rush exceptionnel des nouveaux bacheliers, le secteur de l'enseignement supérieur recrutera à la rentrée 3 000 nouveaux postes d'assistant tandis que les chefs d'établissement auront la latitude de prolonger les horaires au-delà de 18 heures en cas de surcharge.

Une mesure qui, selon Hadjar, n'a rien d'original puisque le secteur l'applique déjà pour les étudiants de l'université de la formation continue qui ne bénéficient même pas du transport universitaire. Il suffit, dit-il, de coordonner avec les responsables qui gèrent le transport et les cités universitaires.

En matière d'hébergement, l'idéal, selon le ministre, est d'arriver à un taux d'occupation des chambres dans les cités universitaires ne dépassant pas un étudiant. Pour y arriver, il ouvre plusieurs pistes de réflexion. Pourquoi ne pas faire appel au privé ? Pourquoi ne pas utiliser l'argent du fonds de la zakat ? s'inter-

roge-t-il. En attendant, des mesures d'urgence sont préconisées : entretenir les cités universitaires et veiller à l'hygiène, la santé universitaire et la sécurité. En réunissant, hier, les recteurs à l'occasion d'une conférence nationale, le ministre de l'Enseignement supérieur a insisté sur la nécessité de faire en sorte à l'avenir que chaque université dispose d'une filière à recrutement nationale, voire régionale pour assurer le brassage social dont se chargeaient les universités à l'époque où la mobilité des étudiants était plus grande.

Evoquant le système LMD, Hadjar a rappelé que son département comptait organiser, d'ici décembre dernier, une conférence nationale dédiée à l'évaluation de ce système très controversé qui avait, à ses débuts, proposé pas moins de 5 000 licences avant que ce nombre ne soit réduit à 840.

Le LMD, dit-il, est une philosophie qui devrait permettre de préparer à la vie professionnelle, ce qui n'est pas le cas pour la majorité des filières.

Résultat, les étudiants sont formés sur le plan théorique mais sans aucune pratique en raison, parfois, du manque d'initiative des universités et d'autres en raison des résistances des entreprises.

Comment y remédier ? Hadjar dit compter sur la compréhension des organisations patronales. Encore une fois, le ministre a

lancé un message se voulant rassurant au sujet des partenaires sociaux, affirmant que pour son département, le dialogue était un choix stratégique.

Interpellé au sujet d'une supposée décision de suppression du magistère, le ministre a affirmé qu'aucune décision n'avait été prise dans ce sens, notamment dans les filières où il n'y a pas eu d'extinction des spécialités de l'ancien système. Il confirme néanmoins l'existence d'une réflexion pour la suppression de l'obligation de publier des articles dans des revues scientifiques pour pouvoir accéder au doctorat estimant cette obligation comme une embûche bureaucratique au regard des difficultés rencontrées pour se faire publier dans des revues de renom.

Interrogé au sujet de la possibilité d'offrir aux étudiants de l'Université de la formation continue (UFC) la possibilité d'accéder aux masters, Hadjar a répondu par la négative affirmant que les personnes non détentrices d'un baccalauréat ne peuvent accéder à l'université et que les missions de l'UFC étaient bien définies.

Hadjar fera savoir, enfin, que six investisseurs avaient manifesté leur intérêt pour la création d'une université privée mais aucun d'entre eux n'avait présenté de dossier complet.

N. I.